

Résolution présentée par la délégation du

Zimbabwe

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Le rétablissement de l'économie agricole par le programme d'anti-corruption de la Banque Mondiale

L'Assemblée Générale,

Concernée Par l'inaction du gouvernement zimbabwéen, et tout autre pays dans la même situation éco-politique que celui-ci, face à la corruption dans leur pays, appauvrissant la population en les forçant à contribuer à la corruption pour avoir une vie plus stable et sacrifiant ainsi la possibilité d'un développement économique durable,

Scandalisée Du fait que les autorités n'essaie pas d'éliminer la corruption dans le gouvernement pour créer un environnement stable et attractif aux investissements privés qui, de leur part, favorisent un développement dans le domaine de l'économie,

Notant Que des fonds et des investissements pareilles pourraient relancer l'autonomie de tous pays surtout, dans le cas du Zimbabwe, dans le domaine de l'agriculture et en faire la source principale des revenus de la population,

Mentionnant Les résultats positifs du programme anti-corruption de la Banque Mondiale dans des pays comme la Guinée et la République Dominicaine,

Applaudissant Les efforts fournis par le Groupe Banque, i.e. mettre en place une institution et une prime à la conversion pour empêcher la corruption, utilisant entre autre des méthodes de découragement avec des conséquences, si besoins, judiciaires, c'est-à-dire des sanctions administratives et civiles.

Décide

- De créer des standards de transparence internationale vis-à-vis des dépenses des gouvernements en question.
- D'aider les pays à assurer la coordination et l'entraide judiciaire nécessaires pour identifier et restituer les avoirs volés, créant un environnement propice aux investissements privés.
- De reconstituer la tradition agricole imprégnée dans la société zimbabwéenne.

Le texte français fait foi.